

**Résolution du congrès d'Unia du 26 février 2022**

**« Stop à l'ubérisation, à la flexibilisation à outrance et à la précarité »**

**Nous exigeons des conditions de travail dignes pour les travailleuses et travailleurs de l'économie de plateforme.**

La pandémie touche les différentes classes sociales de manière inégale. Les travailleuses et travailleurs ont été durement frappés avec des baisses de revenus dus au chômage partiel. Beaucoup se sont retrouvés au chômage en raison de la perte de leurs emplois. Pendant ce temps les inégalités sociales se sont encore creusées, les plus riches ayant profité de la crise pour augmenter leurs profits. La pandémie a également influencé notre manière de consommer et accéléré la création de plateformes en ligne proposant des biens et des services. Notamment dans le domaine de la livraison, celles-ci sont souvent gérées par des entreprises peu scrupuleuses qui reportent leurs risques sur leurs salarié-e-s et recourent à la fausse indépendance, au travail au noir ou à des contrats qui n'offrent aucune garantie de revenu. Ces plateformes ne disparaîtront pas avec la fin de la pandémie, et le constat est clair : la flexibilisation accrue et la pression au rendement mettent les conditions de travail et les salarié-e-s sous pression et conduit à une augmentation de la précarité.

**Un engagement qui ne date pas d'aujourd'hui**

Depuis plusieurs années, Unia s'engage à ce que la numérisation ne soit pas un moyen supplémentaire pour les entreprises d'exploiter les travailleuses et les travailleurs. Unia a ainsi mené toute une série d'actions pour dénoncer les conditions de travail précaires liées à l'économie de plateforme. Par exemple la fausse indépendance et le travail au noir pratiqués par Uber et Uber Eats ou encore les conditions de travail dégradantes que subissent les salarié-e-s de Smood. Le conflit actuel avec Smood démontre clairement que l'action d'Unia est porteuse de sens et doit être maintenue. Avec une grève impressionnante et courageuse dans onze ville de Suisse romande, les livreuses et livreurs de Smood ont mis en lumière leurs conditions de travail extrêmement précaires : paiement à la minute des livraisons, contrat zéro heure garantie, non prise en compte du temps de travail durant lequel le personnel est à disposition, remboursement incomplet des frais, gestion opaque des pourboires par l'entreprise, planification à trop court terme et mauvaise saisie du temps de travail sont autant de pratiques inacceptables qui ont été dénoncées par le personnel. En tant que syndicat, nous nous opposons à de telles conditions de travail et disons stop !

**Pour une numérisation au service de l'ensemble de la société, pas seulement du capital**

Unia doit continuer sa lutte pour des conditions de travail dignes dans le domaine de l'économie de plateforme. Unia s'engage pour une numérisation sociale :

- nous exigeons des autorités fédérales et cantonales d'agir pour que les travailleuses et travailleurs de plateformes qui reposent sur le modèle d'affaires d'Uber ou d'Uber Eats soient considéré-e-s comme des salarié-e-s et non pas comme des indépendant-e-s ;
- nous exigeons que les dispositions légales prévoient la présomption du salariat et qu'ainsi le personnel des plateformes soit d'office considéré comme salarié dépendant

soumis au droit du travail et aux assurances sociales. La charge de la preuve de tout autre état de fait incombe aux plateformes. ;

- nous nous engageons au sein des organes de contrôles et des commissions paritaires à faire appliquer les conventions collectives de travail existantes ;
- nous nous engageons activement aux côtés des salariés de plateformes et nous impliquons pour négocier de nouveaux accords en vue de mieux les protéger, là où il n'y a pas de conventions collectives de travail ;
- nous mettons la pression sur les autorités fédérales et cantonales pour qu'elles encadrent fermement les plateformes. Elles doivent prendre leurs responsabilités en garantissant l'application et le contrôle des lois régissant le travail dans l'économie de plateforme.

Une réelle volonté politique est nécessaire pour faire face à cette nouvelle économie qui n'a qu'en l'état, que la volonté de faire toujours davantage de profits sur le dos des travailleuses et travailleurs. Unia doit dès lors continuer à faire entendre la voix de celles-ci et ceux-ci par des mobilisations collectives.